



Intersyndicale Arrageoise : FSU - Solidaires - CGT

La seule question actuelle qui doit être posée : c'est la création de l'unité de luttes !

En avril 2006, mis à mal par l'unité des salariés et de la jeunesse lycéenne et étudiante en lutte depuis plusieurs semaines voire plusieurs mois, le gouvernement se voyait dans l'obligation d'abroger le CPE. La ville d'Arras a été une belle illustration de cette unité de luttes et du travail mené collectivement pour faire tomber le CPE.

La lutte contre le CPE a été victorieuse grâce aux combats menés par la jeunesse lycéenne et étudiante, soutenue et renforcée par les salariés : rappelons-nous la gigantesque manifestation d'Arras en avril 2006, nous étions 15 000 !

C'est dans l'unité de luttes, comme pour le CPE, c'est à dire entre lycéens, étudiants et salariés, que nous pourrions imposer une réelle solution qui permette aux salariés de partir en retraite pleine et entière au maximum à 60 ans et aux jeunes d'accéder à un emploi stable en lien avec leurs diplômes et leurs qualifications.

Ensemble dans l'unité pour dire non aux régressions sociales !

Aujourd'hui, le gouvernement aux ordres du MEDEF, opère en créant la division, veut nous opposer au nom de « l'équité », pour diviser le public et le privé, les salariés et les chômeurs ou les Rmistés... pour démanteler tous les droits et les acquis sociaux gagnés par les luttes : retraites par répartition, protection sociale, emplois, salaires, formations et qualifications, droit du travail, droits de l'homme...

Aujourd'hui, la nouvelle attaque contre les retraites avec en première ligne les régimes spéciaux est un artifice du patronat pour augmenter le nombre d'années de cotisations de tous les salariés et ainsi amener l'âge de la retraite à plus de 65 ans...

Le gouvernement se sert honteusement de l'augmentation de la durée de la vie pour détruire nos droits à une retraite décente après 37,5 annuités, à 60 ans maxi ou à 55 ans pour les métiers pénibles. Notre région est particulièrement concernée, puisque l'espérance de vie y est, de 7 à 9 ans, inférieure à la moyenne nationale.

Le principe de solidarité de la sécurité sociale est mis à mal : instauration de la franchise médicale 50€ par an et par personne, poursuite des déremboursements des médicaments, le forfait hospitalier, 1€ chez le médecin...

Le déficit est aggravé par les allègements de cotisations sociales accordées aux employeurs (20 milliards d'€ en 2006 + 30 en 2007).

Le pouvoir d'achat n'a jamais été aussi bas, le nombre de travailleurs pauvres et de chômeurs aussi important.

En France 7,5 millions de personnes vivent actuellement sous le seuil de pauvreté. Par contre le gouvernement vient d'accorder 17 milliards d'€ de cadeaux fiscaux aux plus riches.

Les Services Publics paient un lourd tribut à cette politique libérale : fermetures de classes, de tribunaux, d'administrations centrales, de postes, d'hôpitaux et de maternités. 22 000 emplois de

fonctionnaires seront supprimés en 2008. L'affaiblissement de la présence de l'état aura pour conséquence de pénaliser encore plus les populations les plus fragiles et les plus isolées.

Le Service public d'éducation est particulièrement visé : 11 200 emplois supprimés et une avalanche de « réformes » : loi LRU instaurant l'autonomie des Universités, suppression de 72h de cours pour les écoliers, scolarisation des 2 ans en péril, suppression de classes et de matières d'enseignements, de formations (3000 élèves sans classes d'accueil en lycée dans le Nord- Pas de Calais à la rentrée 2007).

Augmentation des cadences, des horaires décalés, du travail de nuit et du dimanche, mais plus de suicides, d'accidents du travail, de maladies professionnelles (+ de 1000 accidents mortels du travail et + de 500 suicides dus au travail en 2006)... Et toujours fermetures et délocalisations !

Modernisation sociale, mais remise en cause des contrats de travail, des statuts, des Conventions Collectives et du Code du Travail... fusion Assédic-Anpe pour obliger par la menace à accepter n'importe quel emploi, polyvalence, augmentation individualisée au mérite, c'est cela la flexisécurité des parcours professionnels...

« *Travailler plus pour gagner plus* » démontre que l'augmentation des salaires est nécessaire. Les salariés sont chaque mois sur le fil du rasoir, beaucoup n'ont pas d'autres choix que d'accepter de faire plus de 40, 43 heures par semaine voire plus ...de travailler la nuit et le dimanche, même dans les catégories moyennes. Quelle place reste-t-il pour les loisirs, la culture, le sport, l'éducation des enfants, les liens familiaux et amicaux ?

Le gouvernement multiplie les expulsions. De nombreux jeunes scolarisés et leurs familles vivent dans la peur d'un arrêté de reconduite à la frontière. Ils ont choisi de vivre et d'étudier en France souvent parce que les conditions de sécurité et d'existence ne sont pas supportables dans leur pays d'origine. Chaque être humain a le droit de vivre dignement dans le pays de son choix.

Public / privé / salariés / chômeurs / étudiants / retraités / avec ou sans papiers

Ne nous laissons pas diviser !

Seule l'unité de luttes entre les travailleurs actifs, ceux privés d'un travail, les futurs et les anciens travailleurs, peut faire reculer les aspirations rétrogrades et réactionnaires du patronat et du gouvernement.

Aujourd'hui, la répartition des richesses en est à 70 % pour le patronat contre 30 % pour les travailleurs, et le patronat espère arriver à 80/20, voire 85/15 d'ici 5 ans, et cela passe nécessairement par la destruction des droits sociaux collectifs.

Créer l'unité de luttes, c'est inverser la tendance, c'est déplacer le curseur dans le sens de nos intérêts collectifs et du progrès social, c'est faire diminuer la part des riches pour la répartir en partant des réels besoins des travailleurs. C'est aussi lutter contre le sentiment d'être impuissant face à la machine politico-patronale, contre l'individualisme, le racisme et les discriminations. Créer l'unité de luttes, c'est faire comprendre que le Rmiste n'est pas l'ennemi du smicard ou le fonctionnaire l'ennemi du salarié du privé, mais c'est redonner aux travailleurs, à leurs parents et leurs enfants, les droits que gouvernement et patronat entendent détruire.

Nous le répétons : ce qui a été possible pour lutter contre le CPE, doit être possible pour exiger une politique sociale basée sur nos propres besoins et non pas sur celui des patrons, des financiers et des multinationales.

- C'est ensemble, public - privé - jeunesse - retraités, que nous devons lutter, contre ceux qui utilisent, qui vont utiliser ou ont utilisé bras et cerveaux, diplômés et qualifications... pour s'enrichir de plus en plus.
- C'est ensemble que nous devons lutter, contre ceux qui s'accaparent les richesses créées qui reviennent de droit aux travailleurs et à la population.

Dès aujourd'hui, dans les ateliers, les bureaux, les lycées, les facultés, les communes, les quartiers, les associations...

MOBILISONS NOUS !

L'unité nous permettra de faire échec à la politique libérale du gouvernement et d'exiger une autre répartition de la richesse produite pour répondre aux besoins de justice et de solidarité dans notre pays.

**Le mardi 20 novembre : tous en lutte, tous en
manifestation !
Tous en grève !
Rdv à 10h00 place de la gare à ARRAS**

Contacts : FSU - 03-21-51-72-26 : Solidaires Sud - 03-21-50-36-68 : CGT - 03-21-71-06-14